

Monsieur le Recteur,  
Sous couvert du Chef d'établissement

Nous nous adressons à vous suite aux incidents survenus ce mardi 17 novembre devant la Cité scolaire Internationale Balzac, porte de Clichy.

Ce matin, des lycéens mobilisés contre la loi de sécurité globale ont organisé un blocage filtrant laissant passer les collégiens. Vers 9h00, huit fourgons de CRS sont arrivés alors que le blocage se poursuivait pacifiquement et qu'une autre ouverture permettait aux élèves qui le souhaitaient de pénétrer dans l'établissement. Vers 9h30, plusieurs dizaines de CRS et de policiers ont traversé la rue et ont commencé à repousser nos élèves. Les CRS ont nassé les élèves, les repoussant vers la route alors que des voitures circulaient, et même vers les voies du tramway, mettant gravement en danger leur sécurité. Des CRS ont par ailleurs tenu des propos profondément choquants. Ainsi, des collègues qui cherchaient à s'assurer de la sécurité des élèves ont été qualifiés d'« agitateurs » et de « gauchistes manipulateurs d'élèves ». Des élèves et des personnels ont ensuite été frappés à coups de matraque, jetés à terre, menacés ou intimidés. Un collègue a même été étranglé. Un autre collègue a subi un accident de service. Nos élèves étaient pourtant calmes.

Les personnels présents à l'extérieur de l'établissement ne voulaient que s'assurer que le rassemblement lycéen se déroulerait sans heurt. Alors que les élèves se dispersaient, un élève isolé qui venait en cours - sans avoir même participé au blocage - a été plaqué contre la grille de l'établissement, fouillé de manière très insistante, et s'est entendu dire : « la prochaine fois, c'est toi qui feras l'homme ».

Nous ne comprenons pas le tour qu'a pris la situation et en sommes profondément choqués. Nous condamnons fermement le recours à la violence face à des élèves pacifiques. En effet, quel message est ainsi envoyé à de futurs citoyens ? A l'heure où la République est si malmenée, où ses principes ont besoin d'être réaffirmés, comment des enfants faisant usage de leur liberté d'expression peuvent-ils rencontrer ce type de réponse de la part de dépositaires de la force publique ?

Monsieur le Recteur, nous vous demandons d'intervenir pour que ce type de situation ne puisse plus se reproduire. Il vous revient d'assurer la protection de vos personnels comme des élèves dont ils ont la charge, notamment aux abords des établissements scolaires.

Monsieur le Ministre nous a assuré que nous pourrions compter sur son soutien dans nos missions, nous espérons pouvoir compter sur le vôtre.

Monsieur le Recteur, nous vous prions d'agréer l'expression de nos respectueuses salutations.

Les personnels de la Cité internationale Balzac réunis le mardi 17 novembre.